

Canevas du rapport CTS MASEF

Bilan de la mise en œuvre en 2012

Bilan physique

Objectifs	Actions programmées pour 2012	Actions programmées et réalisées en 2012	Actions programmées et non réalisées	Actions, non programmées, et réalisées en 2012
Dans le domaine de l'action sociale, de la solidarité nationale et des personnes handicapées				
Assurer la prise en charge des malades indigents	Prise en charge des malades indigents évacués à l'étranger	• 207 malades évacués		
	Prise en charge des malades indigents au niveau des hôpitaux nationaux	• L'ensemble des malades indigents sont pris en charge		
	Prise en charge des patients dialysés	• 613 nouveaux malades dialysés		Création (par arrêté) d'une cellule d'identification et d'assistance aux démunis.
	Mise en œuvre du programme national d'assistance sociale (100000000 UM) au profit des indigents et des malades évacués	• Octroi de 150 000 UM par malade évacué		Création par arrêté d'une provision au profit des malades évacués à l'étranger (150 000 UM la première fois et 100 000 UM la seconde évacuation)
	Mise en place d'un projet pilote pour l'assistance et la prise en charge des groupes démunis dans la Moughataa de Kiffa	• Identification de 116 familles indigentes à Kiffa		

Promotion et protection des personnes handicapées	Distribution des aides techniques	• 1367 aides techniques (fauteuils, béquilles et cannes blanches)		Octroi de 200 parcelles au profit de 200 familles de personnes handicapées
	Scolarisation des enfants handicapés	• 500 enfants handicapés sont scolarisés dans des écoles spécialisées		
	Distribution des subventions aux associations intervenant dans le domaine des handicapées	Un montant de 105 000 000 UM a été distribué		
	Organisation d'un atelier de sensibilisation sur l'ordonnance 043	• Organisation d'un atelier de sensibilisation sur l'ordonnance 043		

Dans le domaine de la promotion de la femme et de la sauvegarde de la famille

Promotion féminine	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation et mise en œuvre des programmes de mobilisation et de sensibilisation des femmes sur le genre, la lutte contre les MGF et les droits humains 	<ul style="list-style-type: none"> • Campagnes de sensibilisation sur les MGF dans les 4 wilayas à savoir Hodh Charghi, Assaba, Gorgol, Tagant, juin – juillet – août 2012 ; • Déclaration publique d'abandon des MGF au Gorgol dans 3 moughataas (Kaédi, Monguel et M'Bout) du 15 au 18 septembre 2012 et au niveau du Hodh El Charghi dans les moughataas de Néma, Walata, Bassiknou, Amourj, Djigueni et Timbédra. 		
---------------------------	---	---	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> • Commémoration des journées internationales relatives à la femme 	<ul style="list-style-type: none"> • Célébration de la journée internationale de la femme le 8 mars • Célébration de la journée Tolérance Zéro MGF 		
	Formation qualifiante de filles et femmes issues de la déperdition scolaire et ou à la recherche	<ul style="list-style-type: none"> • Sortie d'une promotion de 277 filles et femmes au Centre de Formation pour la Promotion Féminine : 		
		<ul style="list-style-type: none"> • Formation en cours de 422 filles et femmes au CFPF dans les domaines du secrétariat, de la restauration, la couture, la coiffure, le marketing et la réparation matériel informatique 		
Autonomisation de la femme	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre des AGRs dans les wilayas du nord (D NDB, Adrar, Inchiri et Tiris Zemour) au profit des femmes chefs de ménage. • Suivi des programmes AGR financés par le Département. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre des AGRs dans les wilayas du nord (D NDB, Adrar, Inchiri et Tiris Zemour) au profit des femmes chefs de ménage. • Suivi des programmes AGR financés par le Département 		
Sauvegarde de la Famille	Traitement et résolution des litiges familiaux	<ul style="list-style-type: none"> • Traitement et résolution de 891 cas de litiges familiaux • Création de 4 comités de coordination et de concertation sur les litiges familiaux (Nouadhibou, Nouakchott, Gorgol et Assaba) 		

	Mise en place d'une caisse d'aide d'urgence au profit des victimes des litiges familiaux		Mise en place d'une caisse d'aide d'urgence au profit des victimes des litiges familiaux	
	Diffusion du Code du Statut Personnel dans les wilayas du Tagant, Adrar, Tiris Zemour et Inchiri			

Dans le domaine de l'Enfance

Améliorer le cadre de protection et d'insertion de l'enfance en situation de vulnérabilité ou/et de crise	Amélioration du cadre stratégique et légal de protection de l'enfance	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite du plaidoyer pour l'adoption de la SNPE 	<ul style="list-style-type: none"> • Création de cadres juridiques et réglementaires des structures : le forum de droits de l'enfant ; les mouvements régionaux pour la promotion des droits de l'enfant et les conseils municipaux pour enfants 	<ul style="list-style-type: none"> • Création de 4 nouvelles tables régionales de protection de l'enfant TRP (Gorgol, Guidimagha et les deux Hodhs)
	Contribution au renforcement des connaissances des acteurs sur les approches, le cadre stratégique et légal de protection de l'enfant	<ul style="list-style-type: none"> • Vulgarisation de la Stratégie Nationale de Protection de l'Enfance au profit des acteurs locaux dans les wilayas des deux Hodhs, de l'Assaba, du Tagant et de l'Adrar (2 ateliers organisés à Atar et à Aioun) 		

	Contribution à la réponse intersectorielle à la crise alimentaire dans le domaine de l'enfance	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de 9 réunions de coordination de la protection • Formation des formateurs sur les thématiques : nutrition, prise en charge psychosociale des enfants de 5 à 18 ans dans les situations de crise • Organisation de missions de suivi pour l'enquête rapide de protection de l'enfant ; Collecte des données sur les enfants en situation d'urgence et Restitution au niveau régional de la formation des formateurs au niveau local sur les thématiques : nutrition, prise en charge psychosociale des enfants de 5 ans dans les situations de crise • Intégration de 477 enfants en situation difficile dans leurs familles d'origine • et ouverture d'une annexe du Centre de Protection et d'Intégration Sociale des Enfants (CPISE) à Nouadhibou 		
	Mise en place et développement d'un système d'information sur la protection de l'enfant	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation mission pour le suivi de protection de l'enfant • Collecte des données et élaboration des rapports 		

	Contribution à l'opérationnalisation et le suivi des systèmes de protection de l'enfant	<ul style="list-style-type: none"> • Formation et mise en place des nouveaux systèmes communaux de protection de l'enfant (NKTT et Assaba) 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de réunion de plaidoyer et d'appui à la revitalisation du CNE 	
Favoriser l'émergence d'un mouvement national en faveur la promotion des droits de l'enfant	Mise en place des alliances du mouvement national de l'enfance et mise en œuvre de leurs plans d'action	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de réunions pour le forum des droits de l'enfant • Organisation d'une visite à Zoueirat et Nouadhibou pour 26 enfants parlementaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation et mise en place du mouvement régional pour la promotion des droits de l'enfant au Hodh Gharbi • Formation et mise en place du mouvement régional pour la promotion des droits de l'enfant à l'Adrar • Formation et mise en place des conseils municipaux pour enfants pour Zoueratt 	

	Amélioration de la coordination des activités de promotion des droits	<ul style="list-style-type: none"> • Appui pour l'élaboration du plan d'action de l'enfant • Mise en place et organisation de 2 réunions pour le comité de coordination de l'élaboration de rapport périodiques relatif à la CDE • Organisation d'une réunion de coordination pour les activités de promotion des droits de l'enfant 	•	
	Vulgarisation des droits de l'enfant	<ul style="list-style-type: none"> • Commémoration de la journée africaine de l'enfant (cérémonie officielle et campagne de sensibilisation, 16 juin) • Commémoration de la journée internationale de l'enfant (cérémonie officielle 20 novembre) 		
	Contribution à la réforme législative pour l'harmonisation des lois (CDE et Charte africaine des droits et de bien être de l'enfant)	<ul style="list-style-type: none"> • Appui pour l'élaboration du code global de l'enfant 	<ul style="list-style-type: none"> • Echange d'expérience sur la réforme législative 	
Fournir au jeune enfant un encadrement familial et une éducation préscolaire de qualité	Alimentation de la base des données sur la petite enfance déjà en place	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de l'enquête (mission de collecte des données), saisie des données, analyse et exploitation des données 	<ul style="list-style-type: none"> • Production de rapports annuels 	
	Acquisition des connaissances sur les compétences de l'enfant de 0 à 6 ans	<ul style="list-style-type: none"> • Constitution d'une commission de travail pour l'identification des compétences de l'enfant de 0 à 6 ans 		

	Mise en œuvre de la déconcentration du suivi des actions de la petite enfance	<ul style="list-style-type: none"> • Supervision et animation pédagogique des structures du préscolaire • Prise en charge et Réadaptation 200 enfants en situation difficile 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation sur l'ordonnance 048/2006 mettant en norme les structures de l'éducation préscolaire et la tenue nationale des enfants au jardin 	
	Amélioration de la qualité des services rendus par les structures du préscolaire.	<ul style="list-style-type: none"> • Equipement de 100 structures du préscolaire en kits standards adaptés • Formation continue de 120 monitrices de jardins d'enfant sur le nouveau programme de formation des moniteurs et les outils pédagogiques/ du préscolaires (Nouakchott, Tagant, Assaba, Gorgol et Brakna) • Formation initiale de 2 promotions de 86 monitrices de jardins d'enfants • Sortie d'une promotion de 47 monitrices de jardins d'enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement de 60 monitrices de jardins d'enfants (manque de fiches budgétaires) 	

	Appui de la petite enfance par les documents stratégiques et les mécanismes relatifs à l'enfance	<ul style="list-style-type: none"> •Elaboration d'un document de stratégie d'éducation parentale intégrant la dimension communication pour le développement 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien au fonctionnement du mécanisme intersectoriel d'aide au changement de comportement (C4D) vis à vis du jeune enfant 	
--	--	--	--	--

Dans le domaine de la nutrition et des changements de comportements

Contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et/ou allaitantes	Création d'un programme National de Nutrition et mise en place du comité de pilotage du Programme.	Mise en œuvre du programme, dans un premier temps, dans 3 wilayas.		
		Formation de 60 femmes relais communautaires à Nouadhibou.		

Dans le domaine de la gouvernance, un suivi régulier (Direction des Etudes, de la Coopération et du Suivi) des activités programmées ainsi qu'un contrôle permanent (inspection interne) sont assurés.

Bilan financier (en millions UM)

	Programmation 2012	Réalisations	%
Budget de fonctionnement			
Programme			
.....			
Sou Total 1			

Budget d'investissement			
Programme			
.....			
Sous Total 2			
Total			

Enseignements tirés d'une année de mise en œuvre du CSLP III (Analyse FFOM)

Forces

1. Environnement favorable
2. Existence d'un CTS

Faiblesses

1. Déficit en ressources humaines qualifiées
2. Insuffisance de l'arsenal juridique pour l'action sociale

Opportunités

1. Engagement politique
2. Engagement des partenaires

Risques ou menaces

1.
- 2

Perspectives 2013-2015

Domaine : Dans le domaine de l'action sociale, de la solidarité nationale et des personnes handicapées

Programme : 1. Protection sociale et promotion de la solidarité nationale.

	Début	Fin	responsable	Financement	Type	montant
Action 1 : Elaboration et adoption d'un cadre juridique adapté pour la protection sociale et la solidarité nationale et Adoption des textes d'application de l'ordonnance 043 du 23 nov. 2006	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DASSN</u>	<u>Etat</u>		
Action 2 : Elaboration et validation des stratégies de protection des personnes âgées et de promotion des personnes handicapées	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DASSN</u>	<u>Etat</u>		
Action 3 : Mise en place d'une base de données sur les groupes vulnérables ; Création d'un Système d'informations sociales (SIS) et Elaboration et duplication des cartes des personnes handicapées et indigents	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DASSN</u>	<u>Etat</u>		
Action 4 : Mise en œuvre de la convention internationale des personnes handicapées	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPH</u>	<u>Etat</u>		
Action 5 : Amélioration de l'accessibilité des Personnes handicapées aux services : santé, éducation, transport, édifices publics, emploi	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPH</u>	<u>Etat</u>		
Action 6 : Mise en œuvre d'un programme de réadaptation à base communautaire, Renforcement et Création de centres de formation habilitante et Organisation de formations initiales et continues	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPH</u>	<u>Etat</u>		
Action 8 : Elaboration et mise en place d'un système d'assurance maladie universelle et développement des mutuelles de santé	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>DASSN</u>	<u>Etat</u>		
Action 9 : Elaboration et adoption d'une législation sur la solidarité nationale	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DASSN</u>	<u>Etat</u>		
Action 10 : Mise en place d'un fonds national d'assistance aux groupes vulnérables et coordination de la solidarité nationale	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DASSN</u>	<u>Etat</u>		
Action 11 : Amélioration de l'accès des groupes cibles au micro crédits, financement des AGR au profit des groupes vulnérables, Appui aux associations des groupes vulnérables (dialysés, personnes âgées personnes handicapées, ...) et la création d'un fonds de roulement en faveur des ménages les plus démunis et des polyhandicapés	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DASSN/DPH/DF DECS</u>	<u>Etat</u>		
Action 12 : Mise en place d'un programme de secours d'urgence et assistance aux personnes, groupes, sinistrés (inondations, incendies, sécheresse) aux patients atteints de maladies chroniques (VIH/SIDA, Dialysés, cancéreux, malades mentaux)	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DASSN/DPH/DF DECS</u>	<u>Etat</u>		

Action 13 : Création de réseaux de défense des droits des groupes vulnérables (personnes handicapées, malades chroniques, personnes âgées...)	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DASSN</u>	<u>Etat</u>		
Action 14 : Organisation de tables rondes pour la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la Stratégie de protection sociale	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DASSN/DPH</u>	<u>Etat</u>		
<u>Domaine</u> Dans le domaine de la promotion féminine, du genre et de la sauvegarde de la famille						
<u>Programme :.....</u>						
Action 1 : Organisation de campagnes nationales sur la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes la vulgarisation du code de statut personnel (CSP) la lutte contre les VBG y compris les MGF la santé de la reproduction	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPFG/Projet Genre /IEC/DF</u>	<u>Etat/FNUAP / PNUD</u>		
Action 2 : Mise en œuvre de la Stratégie Nationale de lutte contre les VBG	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPFG/Projet Genre</u>	<u>Etat/FNUAP</u> <u>PNUD/UNICEF</u>		
Action 3 : Elaboration et adoption des textes législatifs incriminant les VBG, les MGF	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>DPFG/Projet Genre</u>	<u>Etat/FNUAP PNUD</u>		
Action 4 : Réalisation d'études anthropoïde-sociologiques et d'enquêtes sur toutes les formes de VBG et les MGF en Mauritanie	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPFG/Projet Genre/DECS</u>	<u>Etat/FNUAP UNICEF</u>		
Action 5 : Amélioration du cadre juridique et institutionnel de la gestion des litiges familiaux	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DF/Projet Genre</u>	<u>Etat, FNUAP</u>		
Action 6 : Amélioration de l'accès des familles à leurs droits et au traitement des violences familiales	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DF/Projet Genre</u>	<u>Etat</u>		
Action 7 : Contribution à la mise en œuvre du Code de Statut Personnel, Elaboration, adoption et mise en oeuvre et Mise en œuvre du programme de l'éducation familiale et de réadaptation socio psychologique des prisonnières	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>Df/DPFG/Projet Genre</u>	<u>Etat, FNUAP PNUD</u>		
Action 8 : Développement de l'approche des familles d'accueil des filles scolarisées, Mise en place des cours de ré médiation pour les filles en difficulté, Ouverture de classe d'alphabétisation au profit des femmes rurales et Renforcement de la formation professionnelle	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPFG/Projet Genre</u>	<u>Etat/FNUAP PNUD</u>		

Action 9 : Organisation de cérémonies de remise de prix aux filles lauréates au niveau national	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPFG</u>	<u>Etat</u>		
Action 10 : Introduction d'actions de formation en gestion et commercialisation au profit des femmes rurales	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPFG</u>	<u>Etat</u>		
Action 11: Formation professionnelle au profit des jeunes filles en déperdition scolaire et des jeunes femmes	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>CFPF</u>	<u>Etat</u>		
Action 12 : Mise en œuvre de programme de mise à niveau des filières prioritaires, Vulgarisation du programme « Approche par compétence » et Appui à l'élaboration d'outils de planification et de gestion pédagogiques	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>CFPF</u>	<u>Etat</u>		
Action 13 : Renforcement et développement des structures de micro finance existantes en milieu rural et de programmes AGR au profit des femmes/ familles démunies	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPFG/DECS</u>	<u>Etat</u>		
Action 14 : Renforcement et développement de l'entrepreneuriat féminin	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPFG/DECS</u>	<u>Etat/PNUD</u>		
Action15 : Vulgarisation et mise en œuvre de la SNIG	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPFG</u>	<u>Etat/PNUD</u>		
Action 16 : Renforcement des capacités du Groupe de suivi Genre et de la société civile partenaire du Genre	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>Projet Genre</u>	<u>Etat/PNUD</u>		
Action 17 : Mise en œuvre du programme «prévention des conflits» et du programme abandon des MGF	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DECS, DPFG</u>	<u>Etat/FNUAP/ UNICEF</u>		
Action 18 : Mise en place de cellules sectorielles genre dans des départements pilotes et renforcement de leurs capacités	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPFG/Projet Genre</u>	<u>Etat/PNUD</u>		
Action 19: Mise en œuvre d'un programme IEC axé sur la prévention, le dépistage et la prise en charge des personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>Secrétariat exécutif sectoriel</u>	<u>Etat/BM</u>		
Action 20 : Commémoration des journées internationales relatives à la femme	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPFG</u>	<u>Etat</u>		
Action 21 : Elaboration et adoption d'une loi d'orientation sur le genre et	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPFG/Projet Genre</u>	<u>Etat/FNUAP, PNUD</u>		

Prise en compte de la dimension genre dans les programmes sectoriels						
Action 22 : Redynamisation et renforcement des capacités du réseau femmes ministres et parlementaires et Redynamisation et renforcement des capacités des réseaux des femmes conseillères municipales	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DPFG/Projet genre</u>	<u>Etat/PNUD</u>		
Action 23 : Appui à l'accès des femmes aux postes de prise de décision dans l'administration et la politique.	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>MASEF</u>	<u>Etat</u>		
Domaine Dans le domaine de l'Enfance						
<u>Programme :... ..</u>						
Action 1 : Renforcement de l'offre préscolaire formelle et informelle de qualité	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 2 : Mise en place d'un système d'encadrement et l'animation de proximité au profit des initiatives privées et communautaires	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 3 : Développement et diffusion d'un programme d'éducation parentale au niveau communautaire	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 4 : Formation initiale et continue des monitrices de jardins d'enfants et des inspecteurs du préscolaire	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>CFPE</u>	<u>Etat</u>		
Action 5 : Production et diffusion d'outils pédagogiques appropriés aux différents modes du préscolaire	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 6 : Mise en place d'une base de données régionales pour la planification et le suivi	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 7 : Elaboration d'un cadre réglementaire et normatif du préscolaire	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 8 : Renforcement des capacités du niveau opérationnel (coordinations régionales)	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 9 : Renforcement des capacités du Centre de Protection et d'intégration sociale des Enfants (CPISE)	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat</u>		

Action 10 : Mise en place de systèmes de protection des enfants (VEDAN) au niveau des 13 wilayas	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 11 : Fourniture de paquets de services minimums au profit de 20.000 enfants vulnérables	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 12 : Renforcement des capacités des acteurs de protection qui travaillent pour ou avec les enfants	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 13 : Renforcement des capacités des structures d'insertion des enfants sans encadrement parental	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 14: Opérationnalisation du comité protection du Conseil National de l'Enfance	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>Conseil National de l'Enfance</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 15 : Généralisation des mouvements régionaux de promotion des droits de l'enfant	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 16: Consolidation et élargissement des alliances en faveur des droits de l'enfant	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 17 : Consolidation et élargissement des tribunes d'expression et de participation des enfants (parlement et conseils municipaux et régionaux pour enfants)	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 18 : Opérationnalisation du Conseil National de l'enfance	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>Conseil National de l'Enfance</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 19 : Elaboration d'un code général des droits de l'enfant	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 20 : Mise en œuvre un programme de diffusion de la CDE	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 21 : Elaboration d'un plan d'action national pour l'enfance	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Action 22 : Consolidation et développement des acquis du forum de promotion des droits de l'enfant	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>DE</u>	<u>Etat/UNICEF</u>		
Domaine : Nutrition communautaire / VIH SIDA						
Programme : Mobilisation sociale en faveur du changement de comportements						

Action 23: Réalisation d'un programme multimédia ciblé dans les Centres de Nutrition Communautaire en direction des mères, des femmes en état de grossesse et des femmes allaitantes	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>Programme Nutrition</u>	<u>Etat</u>		
Action 24 : Promotion de la consommation du sel iodé et des produits agricoles traditionnels locaux	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>Programme Nutrition</u>	<u>Etat</u>		
Action 25 : Mise en œuvre d'un programme IEC axé sur la prévention, le dépistage et la prise en charge des personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA.	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>SNELS/Cellule Communication</u>	<u>Etat</u>		
Programme : Renforcer les capacités du MASEF						
Action 26 : Renforcement des capacités centrales du MASEF en matière de ressources humaines, financières, matérielles , et logistique,	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>Cabinet/DAAF</u>	<u>Etat</u>		
Action 27 : Redéploiement du personnel suivant une adéquation poste-profil	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>Cabinet/DAAF</u>	<u>Etat</u>		
Action 28 : Application des mesures de récompenses et de sanctions,	<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>Cabinet/DAAF</u>	<u>Etat</u>		

Evolution des indicateurs

Réf.	Indicateur	Source	Catégorie	Situation de réf		Situation actuelle		Cible 2015	
				Année	Valeur	Année	Valeur	Valeur	Cible
	Nombre de foyers d'accueil de filles scolarisées	Adm.		<u>2011</u>	<u>1</u>	<u>2011</u>	<u>1</u>	<u>4</u>	
	Nombre de campagnes de vulgarisation de la CEDEF	Adm.		<u>2011</u>	<u>3</u>	<u>2011</u>	<u>3</u>	<u>12</u>	

	Nombre de cellules sectorielles Genre	Adm.		<u>2012</u>	<u>3</u>	<u>2011</u>	<u>3</u>	<u>20</u>	Nombre de cellules sectorielles Genre
	Nombre de monitrices de jardins d'enfants formées	Adm.		<u>2010</u>	<u>1000</u>	<u>2011</u>	<u>1060</u>	<u>1200</u>	Nombre de monitrices de jardins d'enfants formées
	Nombre de jardins d'enfants construits	Adm.		<u>20110</u>	<u>18</u>	<u>2011</u>	<u>33</u>	<u>55</u>	Nombre de jardins d'enfants construits
	Nombre de structures de garde équipées	Adm.		<u>2010</u>	<u>87</u>	<u>2011</u>	<u>209</u>	<u>650</u>	Nombre de structures de garde équipées
	Nombre de wilaya dotées de système de protection des enfants	Adm.		<u>2010</u>	<u>2</u>	<u>2011</u>	<u>4</u>	<u>13</u>	Nombre de wilaya dotées de système de protection des enfants
	Taux d'allaitement maternel	SMART		<u>2010</u>	<u>45.9%</u>	=	=	<u>55%</u>	Taux d'allaitement maternel
	Taux de consommation du sel iodé	Adm.		<u>2010</u>	<u>49.9%</u>	=	=	<u>60%</u>	Taux de consommation du sel iodé
	Nombre de femmes sensibilisées sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant	Adm.		<u>2010</u>	<u>200 000</u>	=	=	<u>300 000</u>	Nombre de femmes sensibilisées sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant
	Nombre de jeunes femmes ayant bénéficié d'une formation professionnelle	Adm.		<u>2010</u>	<u>191</u>	<u>2011</u>	<u>438</u>	<u>1718</u>	Nombre de jeunes femmes ayant bénéficié d'une formation professionnelle
	Nombre de malades indigents pris en charge à l'étranger	Adm		<u>2010</u>	<u>324</u>	<u>2011</u>	<u>558</u>	<u>1200</u>	Nombre de malades indigents pris en charge à l'étranger
	Nombre de malades indigents pris en charge au niveau des structures nationales	Adm		<u>2010</u>	<u>Tous</u>	<u>2011</u>	<u>Tous</u>	<u>Tous</u>	Nombre de malades indigents pris en charge au niveau

									des structures nationales
	Nombre de conflits familiaux traités	Adm		<u>2010</u>	<u>1088</u>	<u>2011</u>	<u>2139</u>	<u>6000</u>	Nombre de conflits familiaux traités
	Nombre de réunion du comité de traitement des litiges familiaux	Adm		<u>2010</u>	<u>4</u>	<u>2011</u>	<u>7</u>	<u>20</u>	Nombre de réunion du comité de traitement des litiges familiaux
	Nombre d'aides techniques distribués	Adm		<u>2010</u>	<u>540</u>	<u>2011</u>	<u>420</u>	<u>5000</u>	Nombre d'aides techniques distribués
	Nombre d'associations de personnes handicapées soutenues	Adm		<u>2010</u>	<u>20</u>	<u>2011</u>	<u>36</u>	<u>50</u>	Nombre d'associations de personnes handicapées soutenues
	Nombres de textes juridiques en faveur des personnes handicapées	Adm		<u>2010</u>	<u>1</u>	<u>2011</u>	<u>2</u>	<u>10</u>	Nombres de textes juridiques en faveur des personnes handicapées